



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
N° 145 – 3<sup>ème</sup> trimestre 2010

**INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

---

# Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>4</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>6</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>11</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>13</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>15</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>15</i>
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>16</b>
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>16</i>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>17</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>17</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>18</i>
<b>5. Risques sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>6. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>21</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>21</i>
6.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	<i>21</i>
6.4 <i>Taux de l'usure</i>	<i>21</i>
<b>7. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>22</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>22</i>

## 1) La réforme du système de reporting financier à l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) et son incidence sur l'établissement des statistiques monétaires

Le système **SURFI** (Système Unifié de Reporting Financier) est venu se substituer au système d'information **BAFI** (Base des Agents Financiers) à partir du mois de juin 2010, impliquant certaines modifications des statistiques monétaires : production de nouveaux états périodiques et introduction d'une nouvelle taxonomie notamment. Les difficultés de récupération des informations des établissements de crédit relatives aux arrêtés des mois de juin et septembre 2010 ont empêché la publication du bulletin de conjoncture financière du deuxième trimestre, et retardé la présente publication.

Cette réforme va permettre, au niveau de l'IEDOM, de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité d'octroi de prêts ou de collecte de dépôts dans les départements d'outre-mer, et donc permettre d'avoir une meilleure connaissance des encours totaux de crédit et de collecte.

## 2) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédit locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Du fait de la réforme SURFI, plusieurs établissements de crédit, précédemment considérés comme non installés localement, sont désormais intégrés dans les établissements de crédit locaux, impliquant une forte augmentation de l'encours des crédits distribués localement. Il s'agit de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de Dexia-Crédit local de France, de l'Agence française de développement (AFD) et de la Casden-BP.

## 3) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

## 4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales et à la Banque Postale. Ils ne recensent donc pas la totalité des placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les actifs financiers sont regroupés par grand type d'agent économique. Autre nouveauté liée au passage à Surfi : les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM, ou administrations privées) sont classées avec les « autres agents » (avec les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale). Jusqu'à présent, elles étaient classées avec les ménages, qui ne regroupent plus désormais que les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises enfin correspondent aux sociétés non financières.

## 5) Passifs financiers

Les passifs financiers sont présentés en deux temps : d'abord les crédits octroyés par les seuls établissements de crédit implantés localement, et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant dans le département, qu'ils soient ou non installés localement.

Suite à l'élargissement du champ des établissements de crédits installés localement, les statistiques monétaires des crédits qu'ils octroient intègrent maintenant la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Dexia-Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD) et la Casden-BP. Parmi les établissements de crédit non installés localement demeurent la Banque européenne d'investissement (BEI), Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF, et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale et les ISBLSM.

## 6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif (de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM), les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur l'ensemble du territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (départements et collectivités d'outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'edom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit (à partir d'un encours de 10 000 euros) ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

**En raison du passage à SURFI, les séries historiques (qu'il s'agisse des actifs ou des passifs financiers) publiées dans ce bulletin s'écartent légèrement des séries publiées dans les précédentes éditions.**

Au niveau des actifs financiers, l'intégration de la Casden-BP dans les établissements de crédit installés localement entraîne une hausse des encours des dépôts collectés de l'ordre d'une centaine de millions d'euros. Par ailleurs, les statistiques publiées dans cette première édition ne retiennent pas les dépôts des non-résidents auprès des établissements de la place (environ 20 millions d'euros, soit 0,2 % des dépôts totaux).

Au niveau des concours de caractère bancaire (passifs financiers), l'intégration de nouveaux établissements de crédit dans le champ des établissements installés localement (CDC, Dexia, AFD et Casden-BP) entraîne une hausse de plus de trois milliards d'euros des concours locaux. Ce reclassement est en revanche sans effet sur les concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit. Toutefois, les statistiques sur les encours de crédit publiés dans ce bulletin ne retiennent plus les encours de crédit aux non-résidents consentis par les établissements de crédit installés localement ainsi que les prêts à la clientèle financière (l'ensemble représentant environ 100 millions d'euros au total, soit 0,6 % des encours totaux).

Enfin, le reclassement des ISBLSM entraîne le passage des lignes concernées dans les tableaux par agents des « ménages » vers les « autres agents ».

# 1. Synthèse

## Synthèse internationale

La reprise économique mondiale se poursuit, mais à un rythme inférieur à celui observé au 1er semestre. Dans les pays avancés, le rythme de la croissance reste modéré, tandis qu'il est très soutenu dans les pays émergents. Dans la zone euro, le rythme de croissance du PIB s'est ralenti au 3<sup>e</sup> trimestre à 0,4%, après une croissance exceptionnelle de 1% au 2<sup>e</sup> trimestre, toutefois la dynamique positive de la reprise dans la zone euro se maintient.

Les tensions inflationnistes sont restées modérées dans les pays avancés, tandis qu'elles persistent dans certains pays émergents. Globalement, la politique monétaire reste accommodante dans les pays avancés. Le taux d'intérêt directeur dans la zone euro demeure inchangé, à 1% depuis 2009. Les mesures de prêt exceptionnelles de la BCE assurent le maintien de liquidités suffisantes. Sur le marché interbancaire, l'Eonia se situe d'ailleurs bien en dessous du taux de refinancement. Aux Etats-Unis les taux de refinancement directeurs s'établissent à des niveaux très bas, dans une fourchette de 0 à 0,25%, mais sont complétés depuis novembre par des mesures d'ajustement quantitatif de la monnaie diffusée (programme d'achat de 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Fed américaine). La Banque de Chine a annoncé le 19 octobre la première hausse de deux de ses taux directeurs depuis décembre 2007.

Dans la zone euro, la stabilité financière a continué d'être menacée par la crise des dettes souveraines de plusieurs pays (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne) liée à l'évolution des finances publiques dans certains pays et à la vulnérabilité à des réactions négatives des marchés. En dépit des programmes d'ajustement économique annoncés en Irlande et au Portugal, du plan de sauvetage de 85 milliards d'euros accordé à l'Irlande fin novembre et de l'accord sur un mécanisme d'aide permanent destiné à remplacer le Fonds européen de Stabilité financière de 440 milliards d'euros devant expirer en 2013, les inquiétudes actuelles des marchés persistent. Dans ce contexte, la BCE a décidé de revoir à la hausse le montant de ses rachats d'emprunts d'Etat dans le cadre du Programme d'achat de titres mis en place en mai 2010.

Les tensions sur le marché de la dette souveraine ont sensiblement affaibli l'euro. Le taux de change de l'euro par rapport au dollar est demeuré faible au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2010 (moins de 1,3), avant de se redresser légèrement début décembre. Les discussions du G20 réuni à Séoul en novembre 2010, en vue d'une réforme du système monétaire international, n'ont pas permis de réduire les divergences sur le marché international des changes, ravivées par la décision de la Fed de monétiser la dette publique. La tendance haussière des cours boursiers depuis la mi-2010 s'est interrompue sur

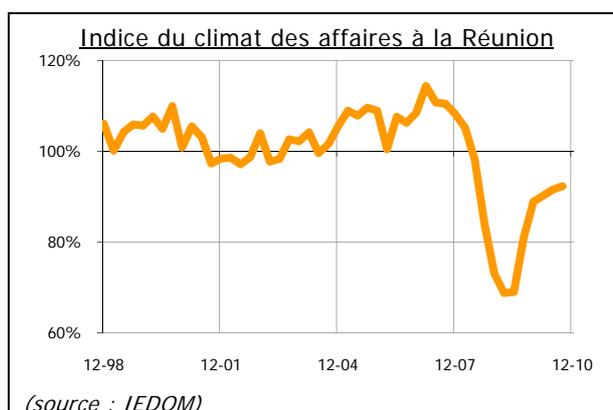
certaines places, à la suite notamment de la décision de la Fed. Sur le marché des matières premières, le cours du pétrole a progressé en raison de tensions sur l'offre et la demande.

Dans la zone euro, l'analyse des données monétaires montre une reprise, modérée toutefois, du rythme de croissance des prêts des institutions monétaires et financières au secteur privé. Au cours de la période récente, les banques ont globalement stabilisé la taille de leurs bilans, tout en renforçant l'octroi de crédit au secteur privé.

En matière bancaire, le G20 de Séoul a entériné le principe du nouveau régime prudentiel dit de « Bâle III », qui vise à renforcer la supervision bancaire et financière (renforcer la qualité des fonds propres, améliorer la couverture et la gestion du risque de contrepartie, améliorer la couverture et la gestion du risque de liquidité, limiter l'effet de levier, réduire la procyclicité, minimiser le risque systémique), que les pays doivent transposer dans leur droit national d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et dont le plein effet est attendu pour 2019.

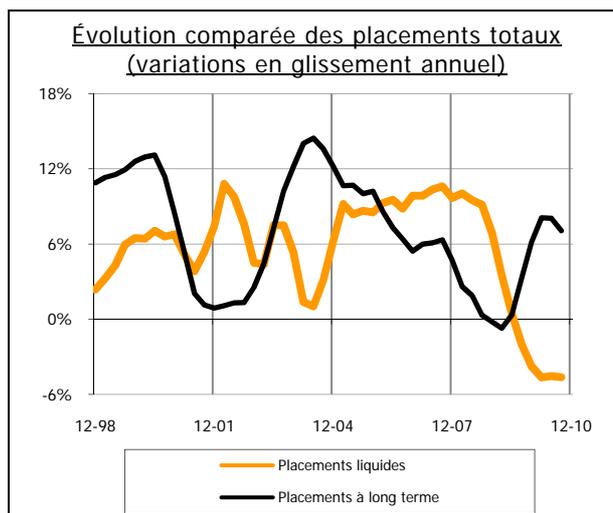
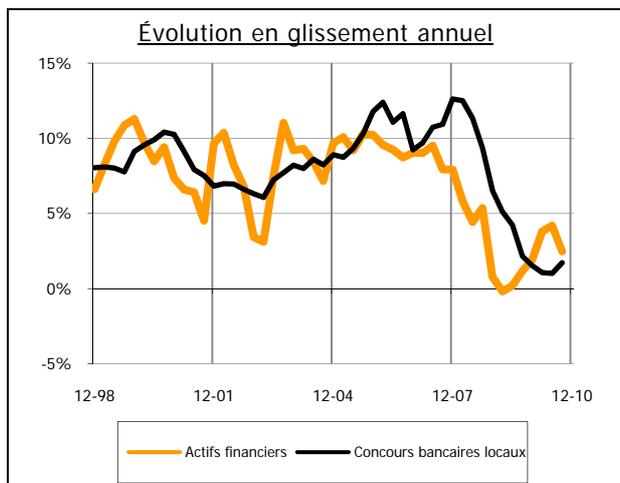
## Une situation financière toujours fragile à La Réunion

Comme observé au niveau mondial, la situation économique et financière de l'économie réunionnaise s'améliore progressivement depuis mi 2009. Après avoir fortement progressé au second semestre 2009, l'indicateur de climat des affaires (ICA), qui traduit l'évolution de l'opinion des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, évolue plus lentement depuis le début de l'année.



L'ICA ressort en légère progression au troisième trimestre mais reste en-deçà de sa moyenne de longue période. Toutefois, contrairement au trimestre précédent, les professionnels interrogés font part d'un relatif optimisme pour le proche avenir.

De son côté, le système bancaire a enregistré au cours des deux derniers trimestres un ralentissement de son activité de financement et de collecte d'épargne, signe que la reprise de l'activité économique dans le département reste fragile. En glissement annuel, les encours des crédits sains consentis par les établissements installés localement s'inscrivent en hausse de +1,0 % à fin septembre 2010. Ils sont aussi en légère croissance par rapport aux deux trimestres précédents, après avoir atteint un point bas en mars 2010 (-0,5 % par rapport à mars 2009). A l'inverse, la collecte d'épargne enregistre sur le troisième trimestre 2010 un léger ralentissement après plusieurs trimestres d'amélioration. Elle s'inscrit en hausse de +2,0 % en glissement annuel à fin septembre 2010, après +3,7 % à fin juin 2010.



Les placements liquides ou à court terme continuent d'enregistrer à l'inverse une légère décollecte au troisième trimestre 2010 (-29 M€, soit -0,8 %), touchant plus particulièrement les placements indexés aux taux du marché (notamment les certificats de dépôts négociable qui reculent de -16,7 % au troisième trimestre 2010 et de -24,0 % sur les douze derniers mois). De même, les livrets d'épargne enregistrent plutôt une décollecte nette au troisième trimestre, à l'exception notable des livrets A qui enregistrent inversement une hausse de +2,9 % (+21 M€) de leur collecte.

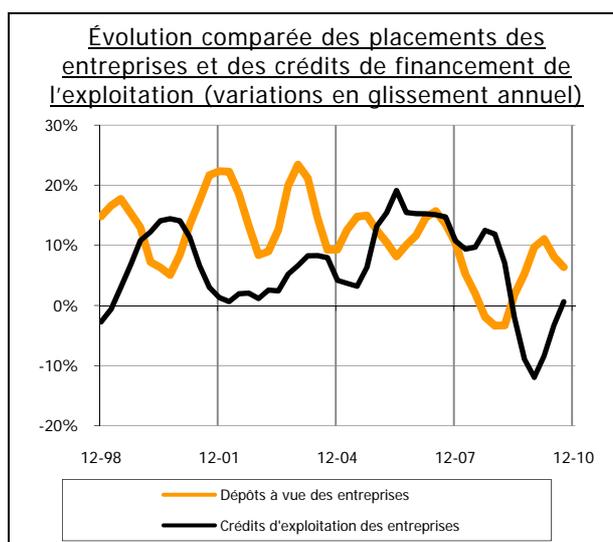
### **Les ressources collectées auprès des sociétés non financières**

Celles-ci s'inscrivent pour le troisième trimestre consécutif en net retrait (-74 M€, soit -3,3 % entre juin et septembre 2010). Sur douze mois, les ressources détenues par les sociétés non financières reculent de -8,9 %, soit -210 M€.

### **Légère reprise des ressources collectées**

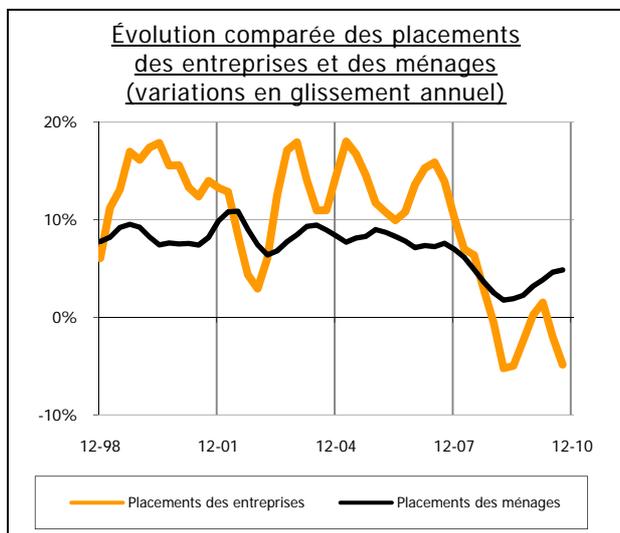
Le total des ressources collectées par le système bancaire local à La Réunion s'établit à 10 547 millions d'euros à fin septembre 2010, en hausse de 114 M€ sur le troisième trimestre 2010 (+1,1 %), après deux trimestres de légère baisse (-15 M€ au deuxième trimestre et -41 M€ au premier trimestre).

Les produits d'épargne à long terme ont ainsi enregistré une nette progression de leur collecte (+122 M€ soit +3,4 %) au troisième trimestre, qui explique l'essentiel de la croissance des ressources collectées. Ce sont uniquement les produits détenus en portefeuille-titres par les agents économiques réunionnais qui augmentent (+20 M€, soit +14,3 % pour les actions, +28 M€, soit +7,6 % pour les obligations, +25 M€, soit +7,0 % pour les OPCVM non monétaires et +53 M€ soit +2,7 % pour les contrats d'assurance-vie). En glissement annuel, l'épargne à long terme progresse de +7,4 % à fin septembre 2010, en légère baisse par rapport au trimestre précédent (+8,1 % à fin juin 2010).



Cette baisse s'explique essentiellement par un recul des placements liquides ou à court terme, indexés sur les taux du marché (notamment la baisse de -16,7 % des certificats de dépôts négociables). Le faible niveau des taux d'intérêt, inférieurs à 1 % depuis le début de l'année 2010, explique vraisemblablement cette désaffection pour ce genre de placements.

Accessoirement, les dépôts à vue détenus par les entreprises demeurent à un niveau assez élevé (1 187 millions d'euros, en baisse de -0,3 % sur douze mois et de -1,8 % sur le trimestre). On observe ainsi depuis le début de la crise financière des mouvements opposés entre les évolutions en glissement annuel des dépôts à vue des entreprises et celles de leurs encours de crédits d'exploitation, ce qui avait déjà été enregistré au cours de la précédente crise, entre 1998 et 2002. Dans le contexte de faible rémunération des placements à court terme, cette évolution inverse peut s'expliquer par des arbitrages des entreprises pour limiter leur recours aux financements d'exploitation.

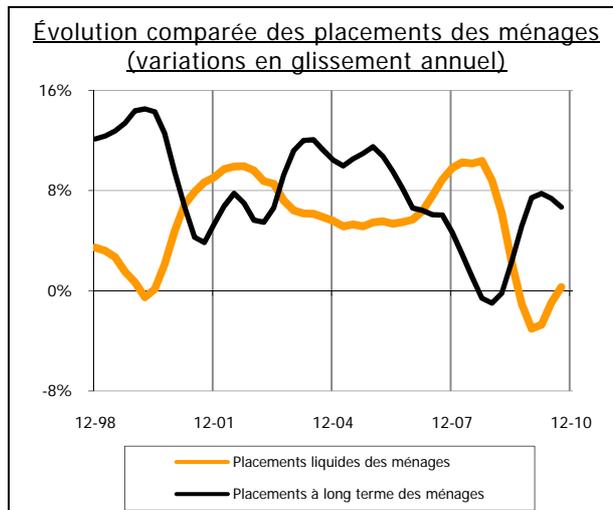


### Les placements des ménages

Ceux-ci s'inscrivent en hausse de +1,7 % (soit +128 millions d'euros) au cours du troisième trimestre 2010, et atteignent 7 537 M€ fin septembre 2010. En glissement annuel, les placements des ménages enregistrent un redressement régulier depuis un point bas atteint en cours d'année 2009. Sur douze mois, la hausse de l'épargne collectée auprès des ménages s'établit ainsi à +4,5 % (soit +324 M€).

Comme observé au niveau global, ce sont les placements détenus en portefeuilles-titres par les ménages qui ont progressé sur le troisième trimestre (actions, obligations et assurance-vie), à l'exception des OPCVM monétaires qui ont diminué de -12,4 %, handicapés vraisemblablement par la faiblesse persistante des taux d'intérêt à court terme. Les plans et les livrets d'épargne s'inscrivent inversement majoritairement en baisse, exception faite des livrets A.

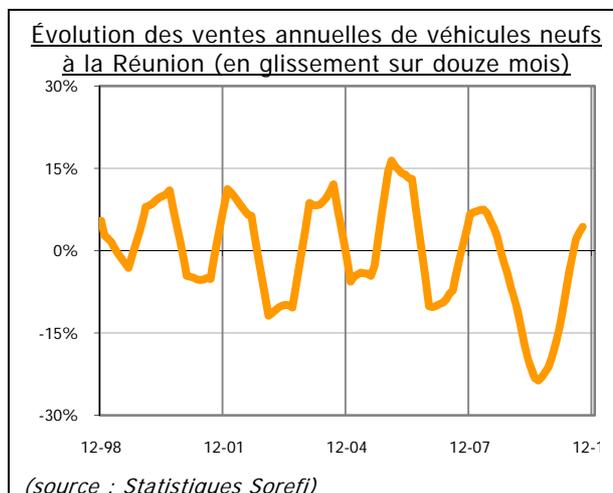
Ces évolutions s'expliquent vraisemblablement par la faiblesse des taux de rémunération des produits sans risque et par une moindre aversion des épargnants pour les produits plus risqués.



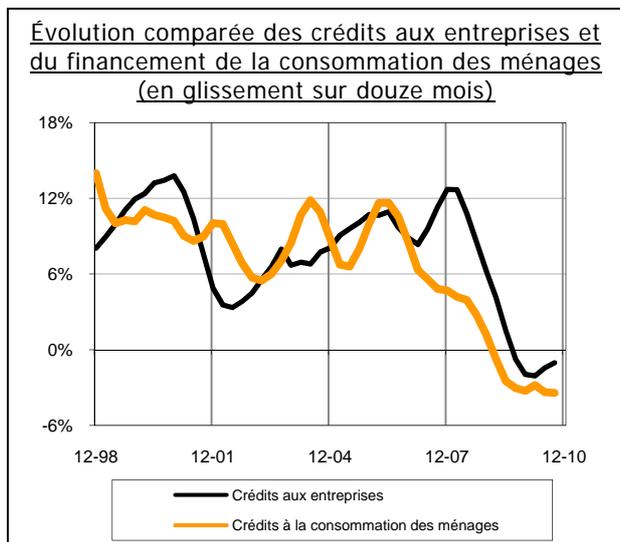
## Un marché du crédit toujours atone

L'encours des crédits consentis à la clientèle progresse une nouvelle fois très modérément au troisième trimestre 2010 (+0,2 % pour les créances saines soit +28 millions d'euros), traduisant l'absence de vigueur de la reprise de l'économie réunionnaise.

**Les crédits consentis aux ménages** enregistrent néanmoins une croissance de +0,7 % (+44 M€) entre juin et septembre 2010, grâce notamment à une progression des financements à l'habitat qui leur ont été consentis (+1,4 % sur le trimestre, soit +66 M€). Inversement, les **crédits à la consommation des ménages** continuent de reculer ce trimestre comme les trimestres précédents (-1,2 % entre juin et septembre 2010, soit -20 M€). En glissement annuel, leur recul s'établit à -3,2 %.



Accessoirement, le financement de la consommation des ménages, qui avait été bien corrélé à la diminution des ventes d'automobiles à compter du démarrage de la crise en 2008, n'a pas enregistré de rétablissement parallèlement à la reprise du secteur automobile réunionnais (ce dernier enregistre une hausse des immatriculations de +7,9 % qui porte à 24 600 le nombre de véhicules vendus sur un an, loin toutefois des 31 000 véhicules vendus annuellement avant l'éclatement de la crise en 2007-2008).



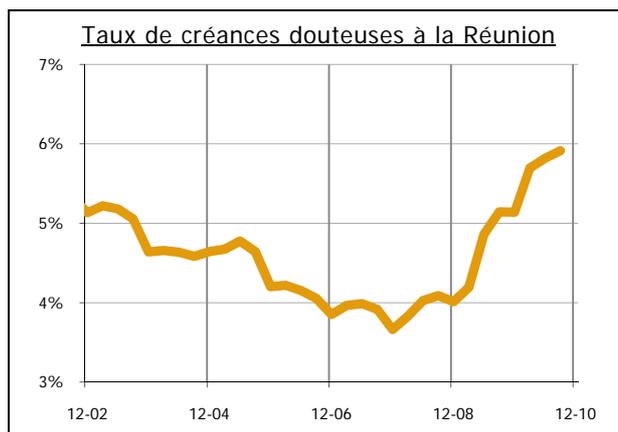
Les financements sains consentis aux entreprises s'établissent pour leur part en hausse de +0,2 % au troisième trimestre 2010 (+15 M€). En glissement annuel sur douze mois, les crédits aux entreprises reculent de -0,5 %, en léger rétablissement par rapport aux trimestres antérieurs.

**Les crédits d'investissement aux entreprises** progressent de +1,8 % (+50 M€) entre juin et septembre 2010. Mais l'encours de ces crédits demeure néanmoins en net retrait par rapport aux années précédentes, et largement en dessous de l'encours à fin décembre 2008. A l'inverse, **les financements d'exploitation aux entreprises** s'inscrivent en recul de -25 M€ au troisième trimestre 2010 (-2,1 %). Hormis les crédits de trésorerie, en hausse de +6,2 % sur le trimestre, toutes les autres formes de concours à court terme s'affichent en baisse entre juin et septembre 2010, notamment les comptes ordinaires débiteurs avec -17,7 %.

**Les crédits consentis aux collectivités locales** s'inscrivent en baisse de -2,0 % au troisième trimestre 2010 (soit -34 M€), témoignant du ralentissement des programmes d'investissement public. En glissement annuel, les encours des crédits aux collectivités locales diminuent de -3,8 % à fin septembre 2010.

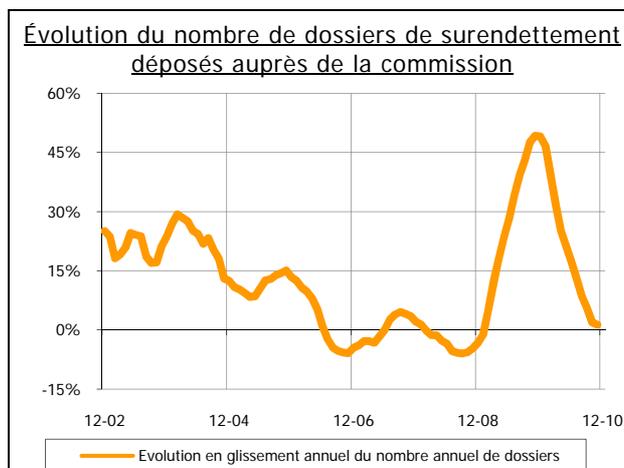
## Une moindre progression des créances douteuses

Les **créances douteuses** brutes progressent une nouvelle fois légèrement à fin septembre 2010 (+1,9 %, ce qui représente +18 M€), à un rythme toutefois beaucoup plus mesuré que les trimestres précédents. Leur encours s'établit désormais à 957 M€, dont 596 M€ sont provisionnés par les établissements de crédit (soit un taux de 62,3 %). En glissement annuel, la hausse des encours des créances douteuses s'établit désormais à +16,9 % à fin septembre 2010, après avoir atteint +40,5 % au mois de mars 2010.



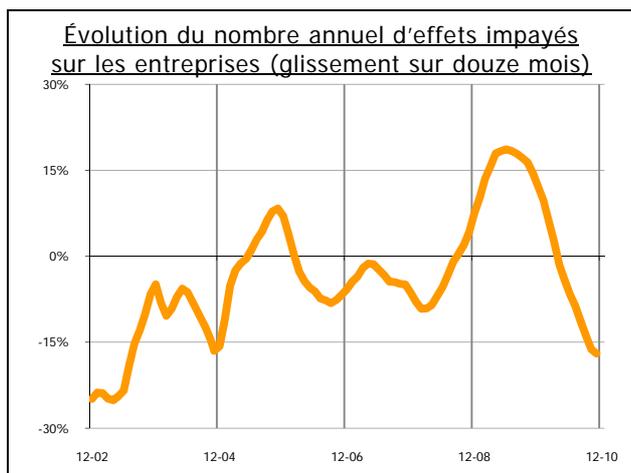
Le taux de créances douteuses de la place s'établit ainsi à 5,9 % des encours totaux de crédits à fin septembre 2010. Pour mémoire, au plus bas, en septembre 2007, il s'établissait deux points en dessous, à 3,9 %.

Concernant les indicateurs de vulnérabilité des ménages, le nombre annuel de dossiers de surendettement déposés par les ménages réunionnais se stabilise en 2010, après avoir fortement augmenté au cours du premier semestre 2009.



La même amélioration peut être observée au niveau des entreprises qui enregistrent une diminution de leurs impayés sur effets, qui diminuent de -17,7 % en cumul sur douze mois à fin novembre 2010,

même si ce ralentissement peut également s'expliquer par un ralentissement du crédit interentreprises.



## Une conjoncture qui semble se stabiliser

Les dirigeants des établissements de crédit, interrogés dans le cadre de l'enquête trimestrielle d'opinions, font état d'un certain nombre de signes d'amélioration de la conjoncture bancaire au quatrième trimestre 2010 ainsi qu'au premier trimestre 2011.

Même si les tendances enregistrées sur le marché de la collecte ou du crédit demeurent relativement atones, les principaux indicateurs de rentabilité des établissements de crédit sont tous bien orientés pour la fin de l'année 2010 et pour le début de l'année 2011. Le financement de l'habitat des ménages semble retrouver des couleurs et, même si les dirigeants des établissements demeurent encore relativement pessimistes quant à l'évolution de l'environnement économique, le coût du risque est anticipé en forte amélioration au début de l'année 2011, après plusieurs trimestres d'opinions majoritairement négatives.

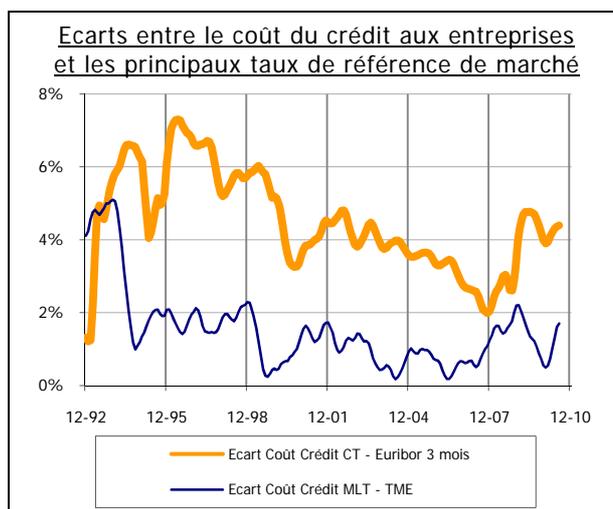
## Des taux des crédits aux entreprises orientés à la hausse

La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises à La Réunion, réalisée par l'IEDOM au mois de juillet 2010, a fait apparaître une hausse du taux moyen des crédits aux entreprises, qui s'est établi à 5,08 % contre 4,22 % en janvier 2010 et 5,53 % lors de l'enquête de juillet 2009.

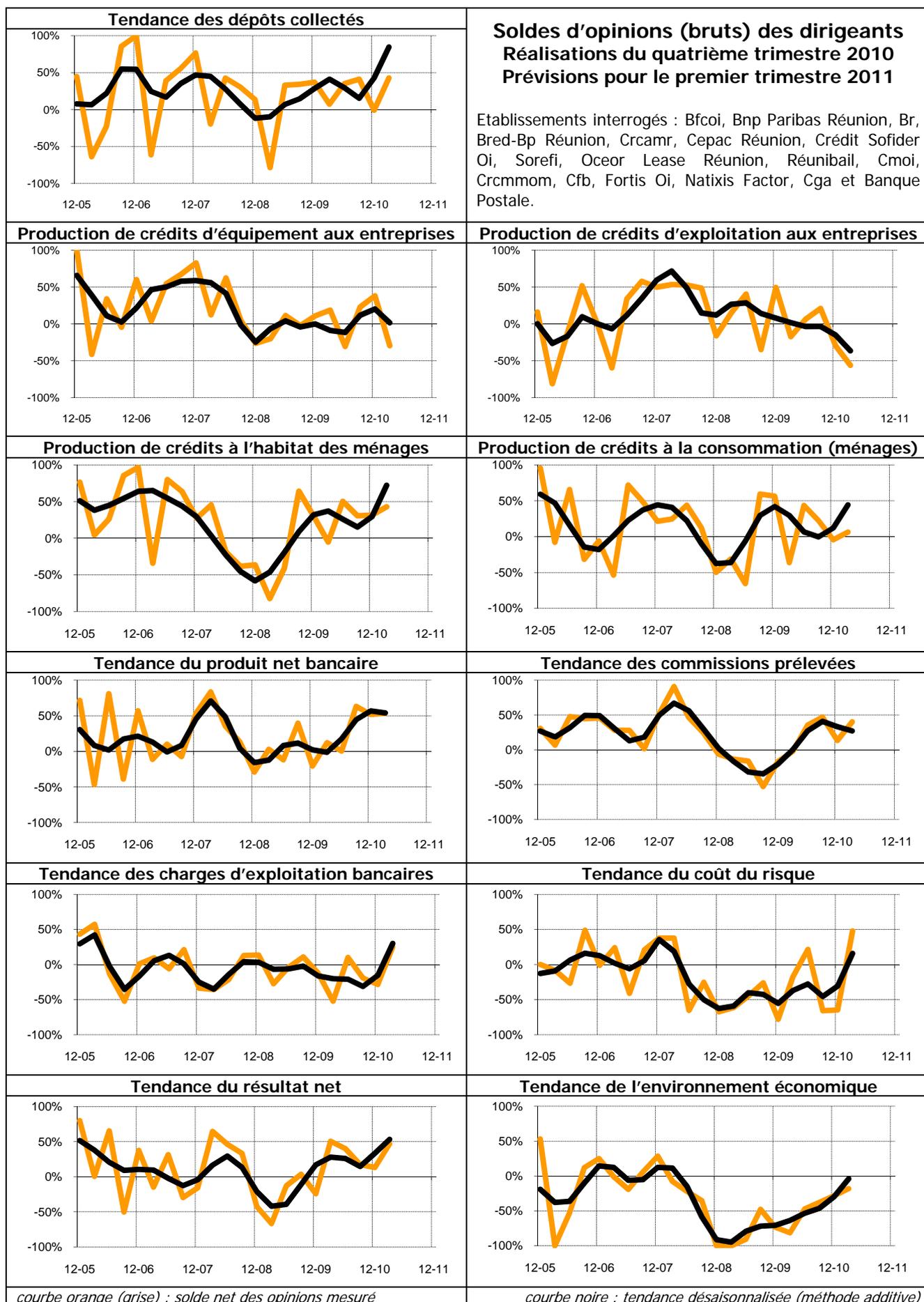
L'augmentation des conditions débitrices pratiquées par les principales banques réunionnaises concernent aussi bien les financements à court terme (+79 points de base par rapport à janvier 2010 après -133 points de base entre les deux enquêtes précédentes) que les financements à moyen et long terme (+95 points de base après -110 points de base précédemment).

L'écart avec les taux de marché à court terme (Euribor 3 mois) a ainsi eu tendance à croître au cours des derniers semestres passant de 2 points de base en janvier 2008 à plus de 4 points de base en 2010. Ce mouvement de hausse rompt une tendance régulière à la diminution de cet écart observé entre 1995 et 2007, qui l'avait vu passer de 7 points en 1995 à 2 points en 2007. L'impact de la crise financière a donc conduit les banques à rehausser leurs marges.

A l'inverse, le taux des crédits à moyen et long terme a tendance à s'établir en moyenne à un niveau proche des taux obligataires obtenus par l'Etat pour le financement de ces emprunts ; l'écart observé ne dépassant pas 2 % depuis 1994.



## 2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



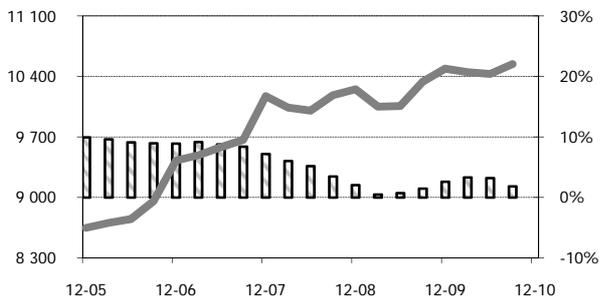
### 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 469.256</b>	<b>2 410.451</b>	<b>2 261.323</b>	<b>2 236.224</b>	<b>2 354.768</b>	<b>2 446.988</b>	<b>2 347.013</b>	<b>2 218.491</b>	<b>2 144.390</b>	<b>-8.9%</b>	<b>-3.3%</b>
Dépôts à vue	1 093.090	1 199.603	1 081.752	1 069.673	1 190.875	1 301.803	1 207.426	1 209.431	1 187.328	-0.3%	-1.8%
Placements liquides ou à court terme	1 047.412	1 032.749	1 010.084	984.308	966.548	933.112	923.898	799.075	732.909	-24.2%	-8.3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0.688	0.719	0.674	0.729	1.337	0.616	0.580	0.635	0.384	-71.2%	-39.4%
Placements indexés sur les taux de marché	1 046.724	1 032.030	1 009.410	983.579	965.211	932.496	923.318	798.440	732.525	-24.1%	-8.3%
dont comptes à terme	396.379	397.674	378.504	413.188	384.390	382.634	372.877	282.505	275.969	-28.2%	-2.3%
dont OPCVM monétaires	257.922	212.843	235.383	246.397	265.483	221.691	227.950	228.233	217.374	-18.1%	-4.8%
dont certificats de dépôt	391.077	419.414	393.424	323.245	314.188	327.082	321.622	286.894	238.851	-24.0%	-16.7%
Epargne à long terme	328.754	178.099	169.487	182.243	197.345	212.073	216.689	209.985	224.153	13.6%	6.7%
dont OPCVM non monétaires	41.363	36.753	31.509	31.376	32.271	31.887	32.570	33.608	36.568	13.3%	8.8%
<b>Ménages</b>	<b>6 978.472</b>	<b>7 078.687</b>	<b>7 031.887</b>	<b>7 095.713</b>	<b>7 212.933</b>	<b>7 297.069</b>	<b>7 342.041</b>	<b>7 411.512</b>	<b>7 537.409</b>	<b>4.5%</b>	<b>1.7%</b>
Dépôts à vue	1 603.840	1 654.286	1 567.241	1 603.471	1 671.961	1 711.613	1 687.226	1 757.260	1 795.822	7.4%	2.2%
Placements liquides ou à court terme	2 451.630	2 512.291	2 522.705	2 481.049	2 456.349	2 440.943	2 455.273	2 446.409	2 446.479	-0.4%	0.0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 009.398	2 055.337	2 143.107	2 147.763	2 151.802	2 167.298	2 188.984	2 198.284	2 209.167	2.7%	0.5%
dont livrets ordinaires	782.696	799.532	814.470	790.642	801.421	810.765	826.137	825.605	820.359	2.4%	-0.6%
dont livrets A et bleus	572.582	591.864	683.711	706.928	704.353	712.562	723.479	734.711	753.230	6.9%	2.5%
dont livrets jeunes	37.883	39.830	38.626	39.260	39.087	40.029	38.956	38.998	39.096	0.0%	0.3%
dont livrets d'épargne populaire	137.084	137.414	118.248	122.350	122.469	119.914	114.484	114.229	114.337	-6.6%	0.1%
dont livrets de développement durable	246.211	255.959	258.836	258.932	256.579	258.283	259.812	260.055	258.890	0.9%	-0.4%
dont comptes d'épargne logement	232.942	230.738	229.216	229.651	227.893	225.745	226.116	224.686	223.254	-2.0%	-0.6%
Placements indexés sur les taux de marché	442.232	456.954	379.598	333.286	304.547	273.645	266.289	248.125	237.312	-22.1%	-4.4%
dont comptes créditeurs à terme	345.695	367.733	288.183	250.476	223.201	194.730	189.603	180.212	176.321	-21.0%	-2.2%
dont bons de caisse	11.810	13.356	13.832	13.486	13.347	12.899	12.839	9.998	10.258	-23.1%	2.6%
dont OPCVM monétaires	84.727	75.865	77.583	69.324	67.999	66.016	63.847	57.915	50.733	-25.4%	-12.4%
Epargne à long terme	2 923.002	2 912.110	2 941.941	3 011.193	3 084.623	3 144.513	3 199.542	3 207.843	3 295.109	6.8%	2.7%
dont plans d'épargne logement	769.991	769.858	756.127	746.667	740.191	754.947	756.866	754.849	753.622	1.8%	-0.2%
dont plans d'épargne populaire	75.160	73.140	71.294	69.166	68.037	68.102	65.217	63.052	60.927	-10.5%	-3.4%
dont autres comptes d'épargne	9.067	8.606	8.541	8.875	8.416	8.371	8.241	8.953	8.442	0.3%	-5.7%
dont actions	137.357	107.833	108.251	123.654	146.172	142.773	143.121	122.124	141.114	-3.5%	15.5%
dont obligations	116.398	134.756	145.247	164.392	173.541	184.776	178.409	183.205	200.878	15.8%	9.6%
dont OPCVM non monétaires	153.952	145.540	140.802	144.027	151.182	148.100	149.179	133.613	134.698	-10.9%	0.8%
dont contrats d'assurance-vie	1 661.077	1 672.377	1 711.679	1 754.412	1 797.084	1 837.444	1 898.509	1 942.047	1 995.428	11.0%	2.7%
<b>Autres agents</b>	<b>735.281</b>	<b>761.975</b>	<b>756.484</b>	<b>725.735</b>	<b>772.074</b>	<b>746.164</b>	<b>759.824</b>	<b>803.431</b>	<b>865.670</b>	<b>12.1%</b>	<b>7.7%</b>
Dépôts à vue	275.216	291.375	299.339	270.074	313.970	301.794	284.934	296.379	300.759	-4.2%	1.5%
Placements liquides ou à court terme	241.815	235.254	252.607	239.950	236.339	226.780	241.311	285.132	322.128	36.3%	13.0%
Comptes d'épargne à régime spécial	42.766	44.453	50.014	50.796	52.553	58.964	59.584	59.226	61.762	17.5%	4.3%
Placements indexés sur les taux de marché	199.049	190.801	202.593	189.154	183.786	167.816	181.727	225.906	260.366	41.7%	15.3%
dont comptes à terme	58.798	59.034	57.465	52.595	39.492	39.711	40.762	87.786	111.126	181.4%	26.6%
Epargne à long terme	218.250	235.346	204.538	215.711	221.765	217.590	233.579	221.920	242.783	9.5%	9.4%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>10 183.009</b>	<b>10 251.113</b>	<b>10 049.694</b>	<b>10 057.672</b>	<b>10 339.775</b>	<b>10 490.221</b>	<b>10 448.878</b>	<b>10 433.434</b>	<b>10 547.469</b>	<b>2.0%</b>	<b>1.1%</b>
Dépôts à vue	2 972.146	3 145.264	2 948.332	2 943.218	3 176.806	3 315.210	3 179.586	3 263.070	3 283.909	3.4%	0.6%
Placements liquides ou à court terme	3 740.857	3 780.294	3 785.396	3 705.307	3 659.236	3 600.835	3 620.482	3 530.615	3 501.516	-4.3%	-0.8%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 052.852	2 100.509	2 193.795	2 199.288	2 205.692	2 226.878	2 249.148	2 258.144	2 271.313	3.0%	0.6%
dont livrets ordinaires	823.676	841.991	858.639	834.292	846.655	861.937	877.865	875.401	869.536	2.7%	-0.7%
dont livrets A et bleus	575.056	594.577	690.230	714.803	713.009	720.970	731.915	744.443	765.812	7.4%	2.9%
dont livrets jeunes	37.883	39.830	38.626	39.260	39.087	40.029	38.956	39.010	39.106	0.0%	0.2%
dont livrets d'épargne populaire	137.084	137.414	118.248	122.350	122.469	119.914	114.484	114.239	114.353	-6.6%	0.1%
dont livrets de développement durable	246.211	255.959	258.836	258.932	256.579	258.283	259.812	260.133	258.995	0.9%	-0.4%
dont comptes d'épargne logement	232.942	230.738	229.216	229.651	227.893	225.745	226.116	224.918	223.510	-1.9%	-0.6%
Placements indexés sur les taux de marché	1 688.005	1 679.785	1 591.601	1 506.019	1 453.544	1 373.957	1 371.334	1 272.471	1 230.203	-15.4%	-3.3%
dont comptes créditeurs à terme	800.872	824.441	724.152	716.259	647.083	617.075	603.242	550.503	563.416	-12.9%	2.3%
dont bons de caisse	13.486	15.772	16.121	14.385	14.498	14.188	13.749	13.488	18.239	25.8%	35.2%
dont certificats de dépôt	391.077	419.414	393.424	323.245	314.188	327.082	321.622	286.894	238.851	-24.0%	-16.7%
dont OPCVM monétaires	482.570	420.158	457.904	452.130	477.775	415.612	432.721	421.586	409.697	-14.2%	-2.8%
Epargne à long terme	3 470.006	3 325.555	3 315.966	3 409.147	3 503.733	3 574.176	3 648.810	3 639.748	3 762.045	7.4%	3.4%
dont plans d'épargne logement	769.991	769.858	756.127	746.667	740.191	754.947	756.866	755.967	754.949	2.0%	-0.1%
dont plans d'épargne populaire	75.160	73.140	71.294	69.166	68.037	68.102	65.217	63.291	61.166	-10.1%	-3.4%
dont autres comptes d'épargne	9.067	8.606	8.541	8.875	8.416	8.371	8.241	9.903	8.442	0.3%	-14.8%
dont actions	150.376	122.287	119.313	138.159	163.910	161.638	162.901	142.416	162.743	-0.7%	14.3%
dont obligations	425.316	300.965	312.440	339.822	360.241	386.502	380.940	372.642	401.043	11.3%	7.6%
dont OPCVM non monétaires	379.019	378.322	336.572	352.046	365.854	357.172	376.136	352.929	377.728	3.2%	7.0%
dont contrats d'assurance-vie	1 661.077	1 672.377	1 711.679	1 754.412	1 797.084	1 837.444	1 898.509	1 942.600	1 995.975	11.1%	2.7%

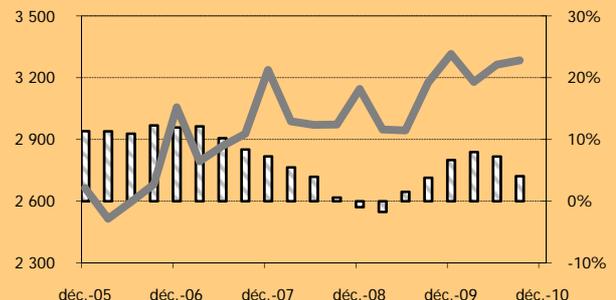
## L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

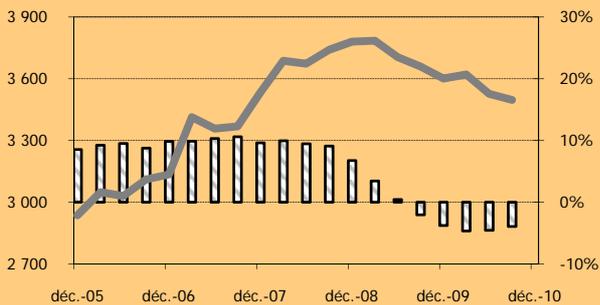
**Ensemble des actifs financiers**



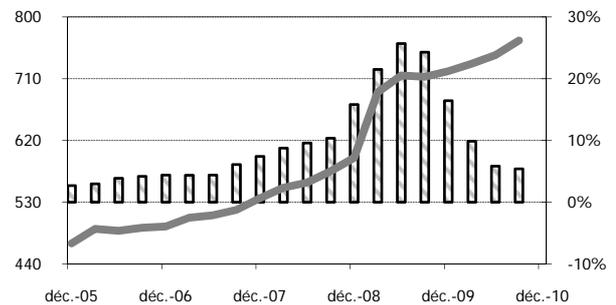
**Dépôts à vue**



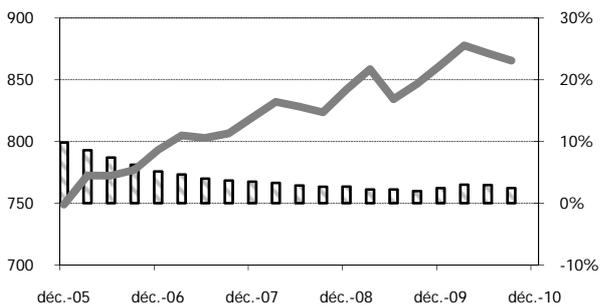
**Ensemble des placements liquides ou à court terme**



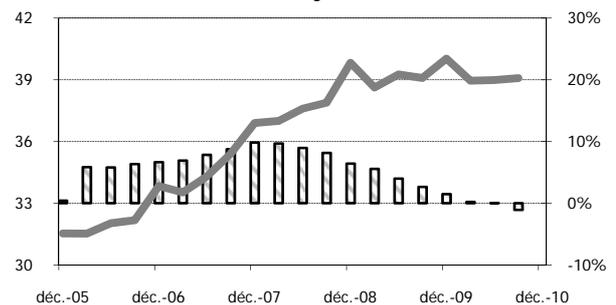
**Livrets 'A'**



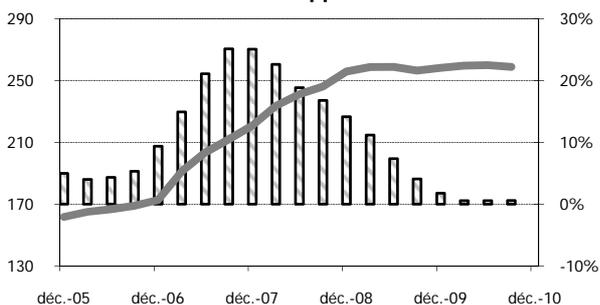
**Livrets ordinaires**



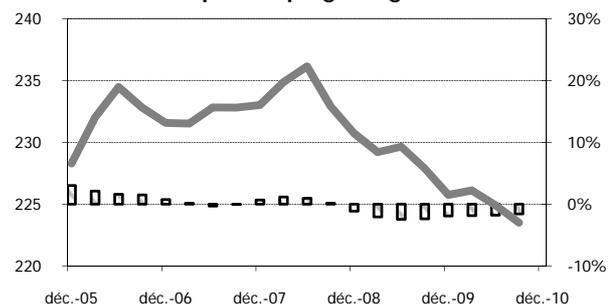
**Livrets jeunes**



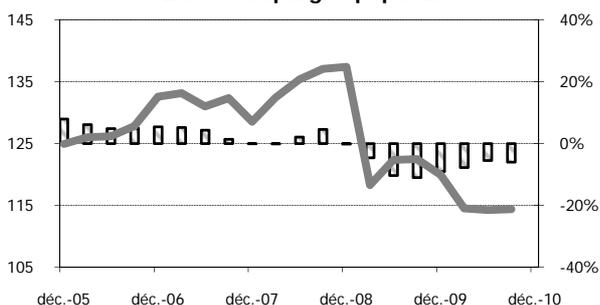
**Livrets de développement durable**



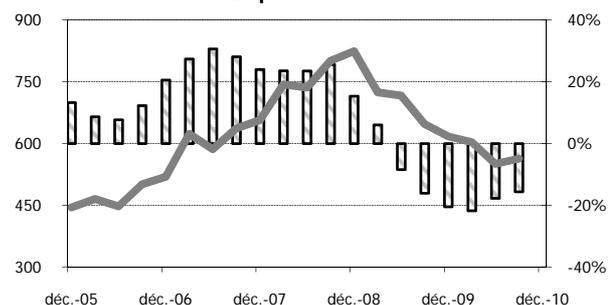
**Comptes d'épargne logement**



**Livrets d'épargne populaire**

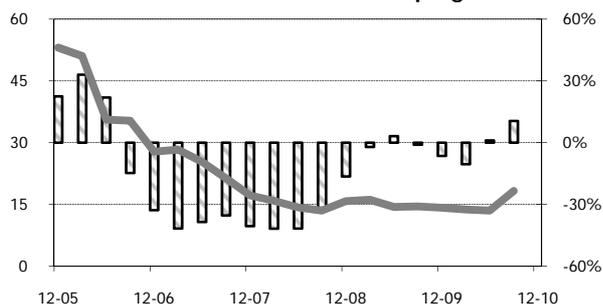


**Dépôts à terme**

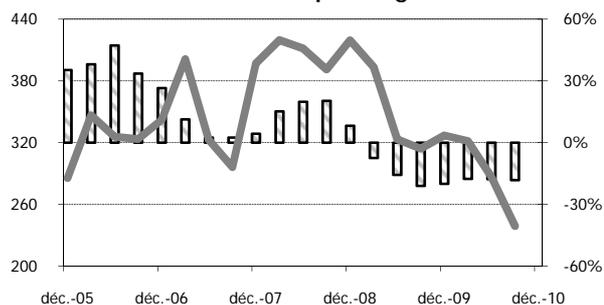


*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

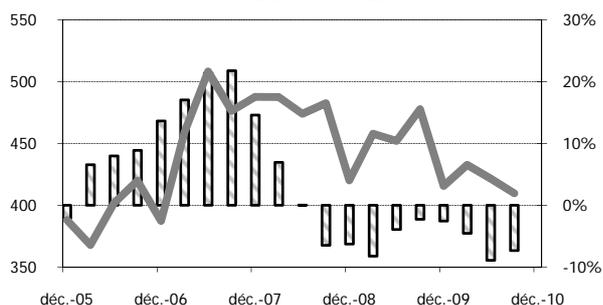
**Bons de caisse et bons d'épargne**



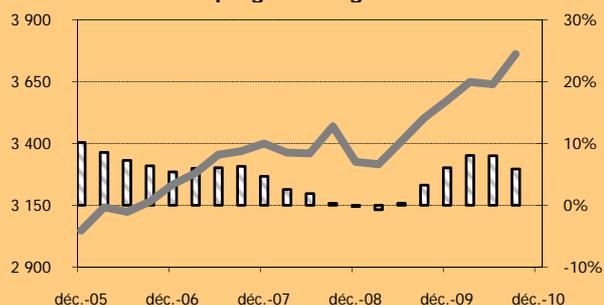
**Certificats de dépôts négociables**



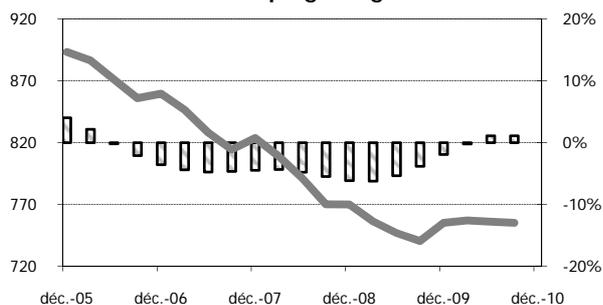
**OPCVM monétaires**



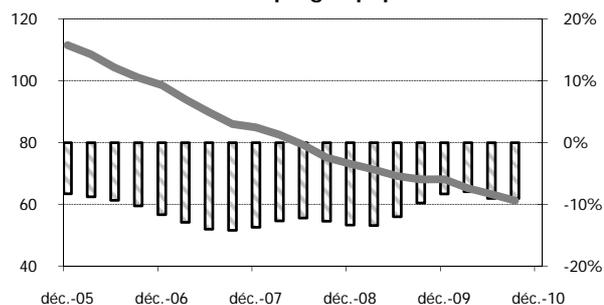
**Epargne à long terme**



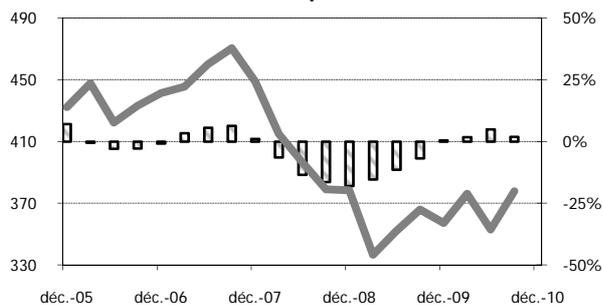
**Plans d'épargne logement**



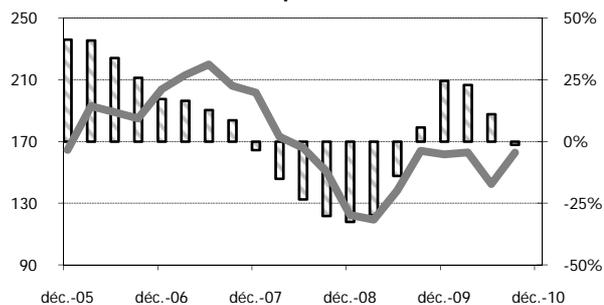
**Plans d'épargne populaire**



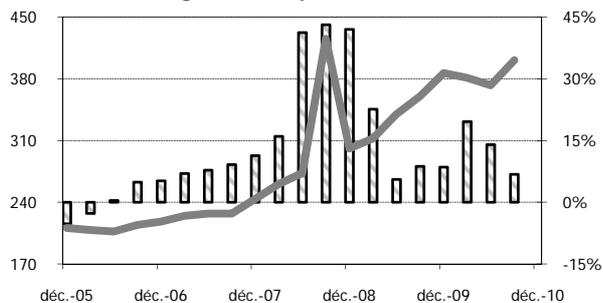
**OPCVM titres en portefeuille titres**



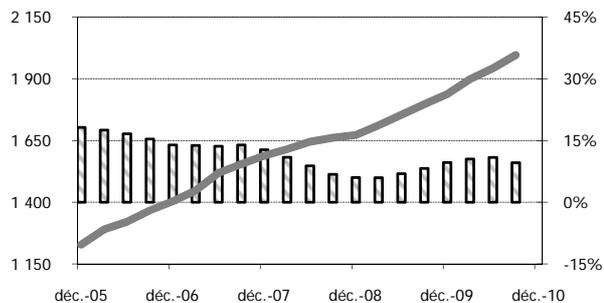
**Actions en portefeuille titres**



**Obligations en portefeuille titres**

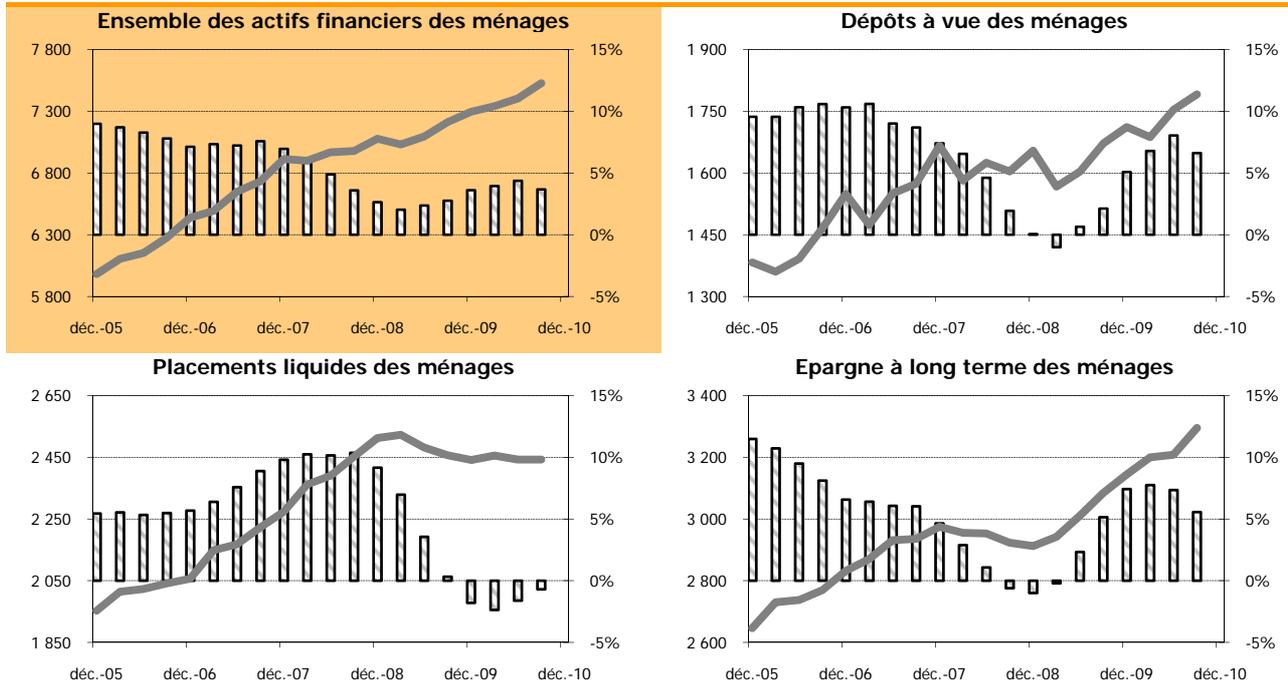


**Assurance-vie**



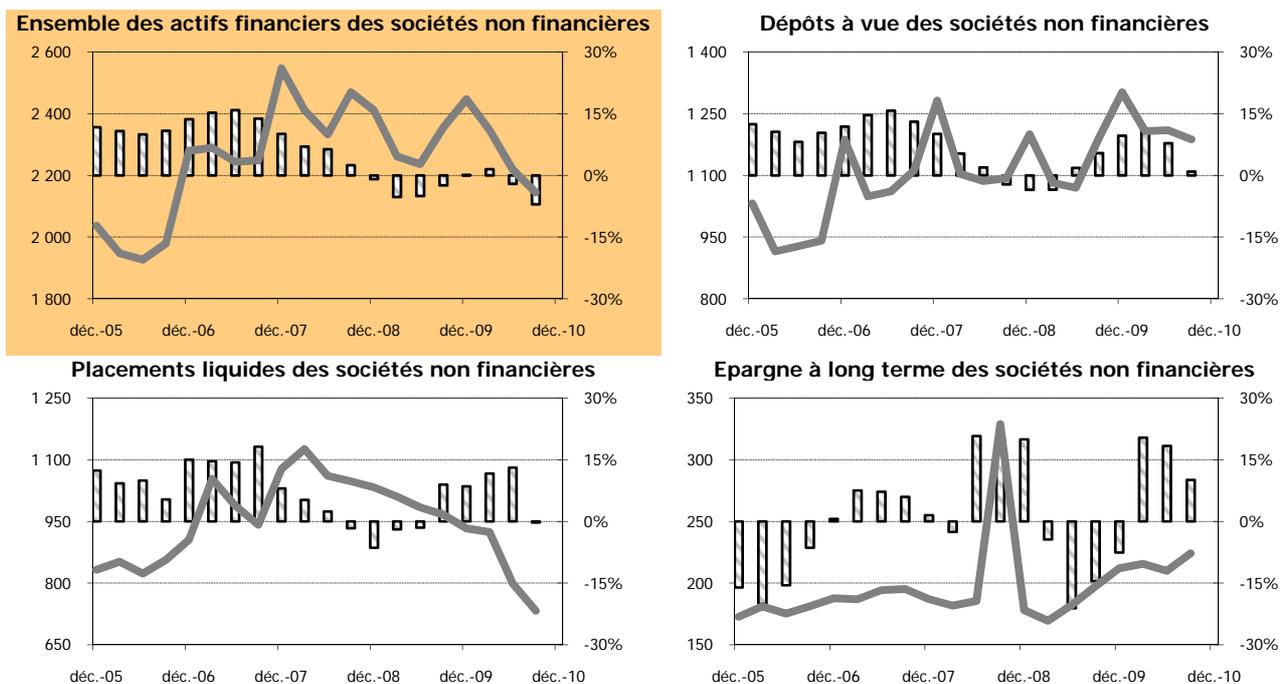
## Les placements des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



## Les disponibilités des sociétés non financières

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



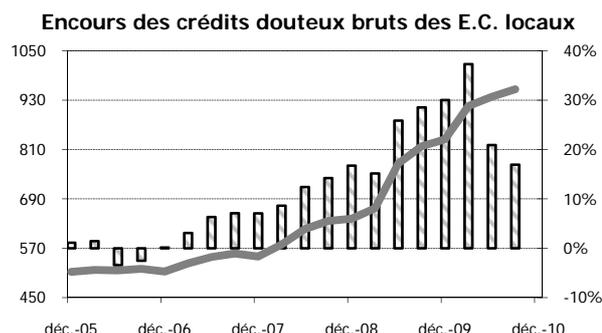
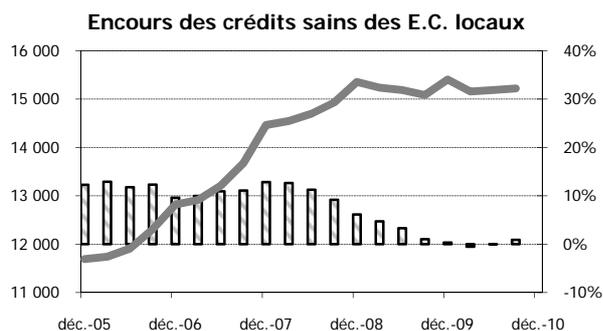
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations		
	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	1 an	1 trim	
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	1 263.323	1 331.429	1 212.385	1 181.812	1 109.467	1 164.311	1 077.590	1 164.401	1 139.691	2.7%	-2.1%	
Créances commerciales	129.582	155.662	111.717	115.806	107.145	124.115	99.770	89.144	85.060	-20.6%	-4.6%	
Crédits de trésorerie	691.191	716.098	693.324	639.656	600.645	621.200	557.255	607.026	644.654	7.3%	6.2%	
(dt) Entrepreneurs individuels	115.039	117.583	112.733	108.051	106.484	113.714	107.277	123.028	111.814	5.0%	-9.1%	
Comptes ordinaires débiteurs	300.391	284.141	261.274	275.759	251.035	233.139	261.544	321.928	264.857	5.5%	-17.7%	
Affacturage	142.159	175.528	146.070	150.591	150.642	185.857	159.021	146.304	145.120	-3.7%	-0.8%	
Crédits d'investissement	2 881.763	2 950.073	2 954.610	2 902.618	2 881.925	2 894.714	2 882.753	2 819.156	2 869.344	-0.4%	1.8%	
Crédits à l'équipement	2 583.326	2 643.375	2 651.842	2 608.708	2 597.974	2 614.285	2 609.691	2 525.413	2 565.270	-1.3%	1.6%	
(dt) Entrepreneurs individuels	212.932	210.348	202.149	197.266	195.031	187.188	180.457	198.461	198.614	1.8%	0.1%	
Crédit-bail	298.437	306.698	302.768	293.910	283.951	280.429	273.062	293.743	304.073	7.1%	3.5%	
Crédits à l'habitat	2 686.721	2 739.808	2 746.873	2 717.743	2 741.797	2 775.852	2 793.076	2 722.575	2 723.187	-0.7%	0.0%	
Autres crédits	62.971	55.936	72.534	70.164	74.739	74.358	76.487	55.645	44.700	-40.2%	-19.7%	
<b>Encours sain</b>	<b>6 894.778</b>	<b>7 077.246</b>	<b>6 986.402</b>	<b>6 872.337</b>	<b>6 807.928</b>	<b>6 909.235</b>	<b>6 829.906</b>	<b>6 761.777</b>	<b>6 776.922</b>	<b>-0.5%</b>	<b>0.2%</b>	
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	1 756.101	1 733.693	1 706.258	1 686.809	1 676.832	1 698.754	1 650.749	1 643.013	1 622.662	-3.2%	-1.2%	
Crédits de trésorerie	1 631.325	1 612.048	1 581.684	1 564.064	1 558.279	1 582.618	1 540.336	1 525.408	1 513.150	-2.9%	-0.8%	
Comptes ordinaires débiteurs	47.817	41.249	44.254	42.784	39.976	40.918	37.429	46.481	38.842	-2.8%	-16.4%	
Crédit-bail	76.959	80.396	80.320	79.961	78.577	75.218	72.984	71.124	70.670	-10.1%	-0.6%	
Crédits à l'habitat	4 318.461	4 432.994	4 440.697	4 483.999	4 509.142	4 613.365	4 624.866	4 726.445	4 792.178	6.3%	1.4%	
Autres crédits	2.203	2.149	2.171	2.039	2.038	1.957	2.073	7.262	5.803	184.8%	-20.1%	
<b>Encours sain</b>	<b>6 076.765</b>	<b>6 168.836</b>	<b>6 149.126</b>	<b>6 172.847</b>	<b>6 188.012</b>	<b>6 314.076</b>	<b>6 277.688</b>	<b>6 376.721</b>	<b>6 420.644</b>	<b>3.8%</b>	<b>0.7%</b>	
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	28.649	36.250	15.853	13.823	22.322	25.456	21.485	11.215	19.907	-10.8%	77.5%	
Crédits de trésorerie	26.244	32.233	13.465	10.305	20.379	25.240	21.165	11.025	19.779	-2.9%	79.4%	
Comptes ordinaires débiteurs	2.405	4.017	2.388	3.518	1.943	0.216	0.320	0.191	0.128	n.s	-32.8%	
Crédits d'investissement	1 566.020	1 643.929	1 688.083	1 685.660	1 669.069	1 737.790	1 606.754	1 649.025	1 607.849	-3.7%	-2.5%	
Crédits à l'équipement	1 566.020	1 643.929	1 688.083	1 685.385	1 668.805	1 737.031	1 606.031	1 649.007	1 606.346	-3.7%	-2.6%	
Autres crédits	2.905	2.460	5.015	5.443	6.076	7.384	6.935	6.724	5.072	-16.5%	-24.6%	
<b>Encours sain</b>	<b>1 597.574</b>	<b>1 682.639</b>	<b>1 710.451</b>	<b>1 706.426</b>	<b>1 698.967</b>	<b>1 772.130</b>	<b>1 636.609</b>	<b>1 668.399</b>	<b>1 634.263</b>	<b>-3.8%</b>	<b>-2.0%</b>	
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>361.013</b>	<b>425.770</b>	<b>390.066</b>	<b>437.008</b>	<b>390.327</b>	<b>411.376</b>	<b>412.311</b>	<b>395.963</b>	<b>399.387</b>	<b>2.3%</b>	<b>0.9%</b>	
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>14 930.130</b>	<b>15 354.491</b>	<b>15 236.045</b>	<b>15 188.618</b>	<b>15 085.234</b>	<b>15 406.817</b>	<b>15 156.514</b>	<b>15 202.859</b>	<b>15 231.216</b>	<b>1.0%</b>	<b>0.2%</b>	
Créances douteuses brutes	636.440	641.862	666.895	776.116	817.999	834.633	915.614	938.313	956.590	16.9%	1.9%	
Créances douteuses nettes	256.258	258.197	261.997	293.742	323.037	318.826	347.390	370.578	360.787	11.7%	-2.6%	
(dt) Entreprises	140.674	186.090	166.389	180.010	200.020	206.480	224.744	261.276	257.221	28.6%	-1.6%	
(dt) Ménages	97.828	73.117	86.144	102.778	113.265	114.397	120.183	117.846	107.894	-4.7%	-8.4%	
Provisions	380.182	383.665	404.898	482.374	494.962	515.807	568.224	567.735	595.802	20.4%	4.9%	
<b>Encours brut total</b>	<b>15 566.570</b>	<b>15 996.353</b>	<b>15 902.940</b>	<b>15 964.734</b>	<b>15 903.233</b>	<b>16 241.450</b>	<b>16 072.128</b>	<b>16 141.172</b>	<b>16 187.806</b>	<b>1.8%</b>	<b>0.3%</b>	
Taux de créances douteuses	4.1%	4.0%	4.2%	4.9%	5.1%	5.1%	5.7%	5.8%	5.9%	0.8 pt	0.1 pt	
Taux de provisionnement	59.7%	59.8%	60.7%	62.2%	60.5%	61.8%	62.1%	60.5%	62.3%	1.8 pt	1.8 pt	

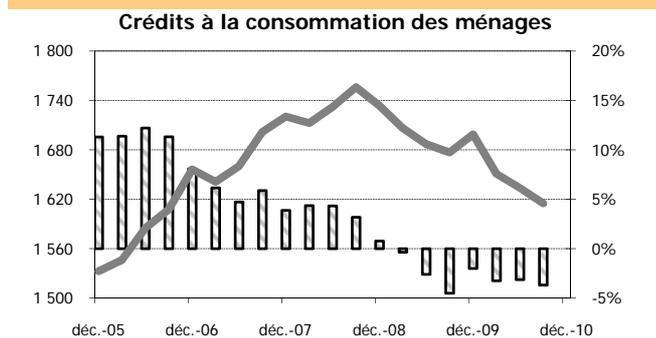
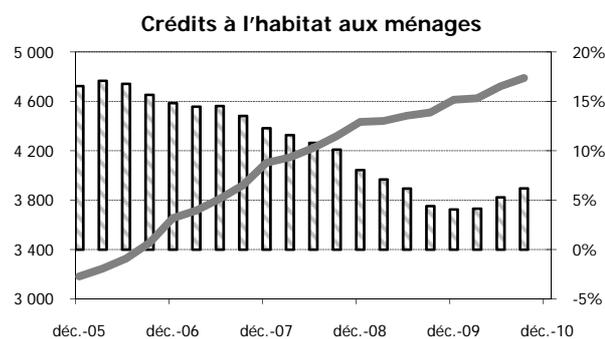
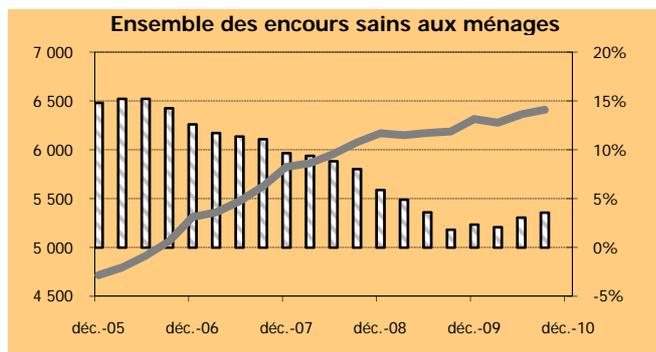
### L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



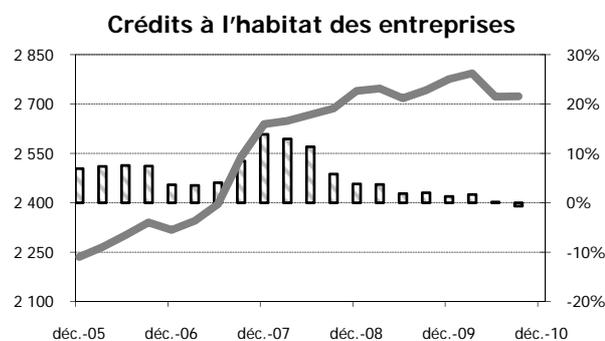
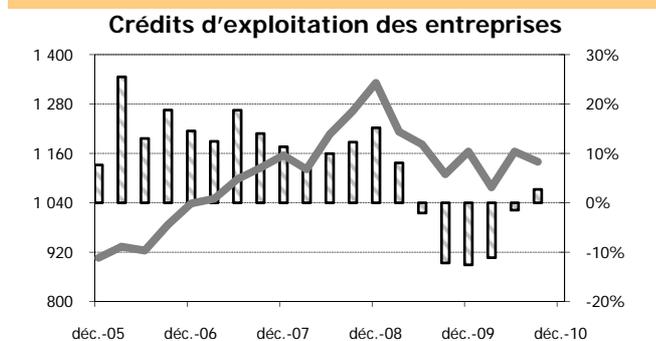
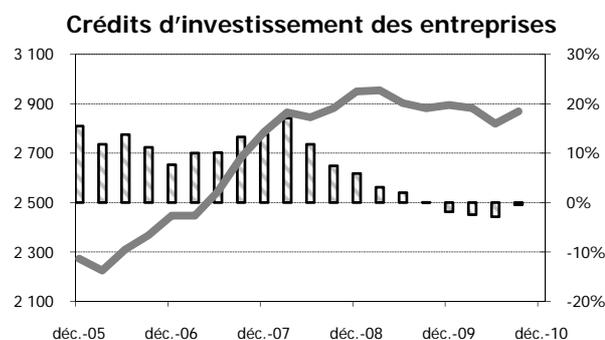
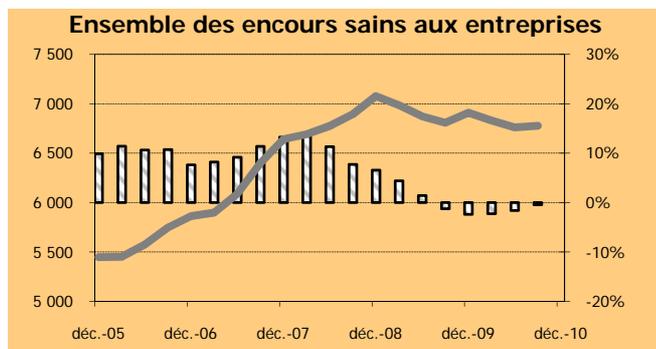
## L'endettement des ménages

*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



## L'endettement des entreprises

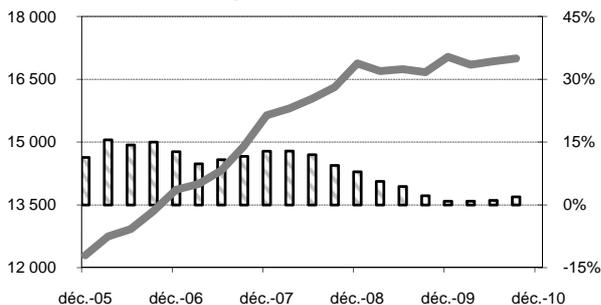
*Encours (en millions d'€) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



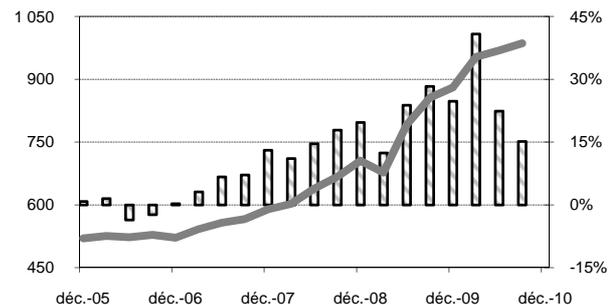
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

										Variations		
	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	1 an	1 trim	
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	1 305.972	1 416.280	1 267.957	1 231.629	1 158.708	1 207.712	1 108.417	1 213.402	1 195.781	3.2%	-1.5%	
Créances commerciales	131.610	158.352	113.084	118.611	108.944	125.906	101.870	91.612	93.342	-14.3%	1.9%	
Crédits de trésorerie	705.928	769.853	718.019	661.379	630.309	642.180	568.559	635.204	671.952	6.6%	5.8%	
(dt) Entrepreneurs individuels	116.463	118.952	113.938	109.048	107.405	114.554	108.176	123.835	112.238	4.5%	-9.4%	
Comptes ordinaires débiteurs	310.970	296.374	280.031	290.066	258.915	243.000	270.315	332.098	277.627	7.2%	-16.4%	
Affacturage	157.464	191.701	156.823	161.573	160.540	196.626	167.673	154.489	152.860	-4.8%	-1.1%	
Crédits d'investissement	3 412.794	3 505.809	3 510.372	3 346.320	3 305.957	3 331.279	3 333.141	3 371.611	3 431.073	3.8%	1.8%	
Crédits à l'équipement	2 953.541	3 033.316	3 035.311	2 876.998	2 846.367	2 876.697	2 880.378	2 901.984	2 956.524	3.9%	1.9%	
(dt) Entrepreneurs individuels	254.672	250.341	244.234	238.120	235.965	229.858	223.772	244.903	248.204	5.2%	1.3%	
Crédit-bail	459.253	472.493	475.061	469.322	459.590	454.582	452.763	469.627	474.548	3.3%	1.0%	
Crédits à l'habitat	2 697.956	2 750.522	2 757.497	2 749.521	2 772.714	2 806.243	2 822.997	2 745.109	2 745.154	-1.0%	0.0%	
Autres crédits	62.971	55.936	72.534	70.164	74.739	74.358	76.487	55.645	44.700	-40.2%	-19.7%	
<b>Encours sain</b>	<b>7 479.693</b>	<b>7 728.547</b>	<b>7 608.360</b>	<b>7 397.634</b>	<b>7 312.118</b>	<b>7 419.592</b>	<b>7 341.042</b>	<b>7 385.767</b>	<b>7 416.708</b>	<b>1.4%</b>	<b>0.4%</b>	
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	1 756.217	1 733.818	1 706.392	1 687.020	1 677.041	1 698.938	1 650.901	1 650.865	1 632.473	-2.7%	-1.1%	
Crédits de trésorerie	1 631.325	1 612.048	1 581.684	1 564.064	1 558.279	1 582.618	1 540.336	1 533.087	1 522.630	-2.3%	-0.7%	
Comptes ordinaires débiteurs	47.933	41.374	44.388	42.995	40.185	41.102	37.581	46.654	39.172	-2.5%	-16.0%	
Crédit-bail	76.959	80.396	80.320	79.961	78.577	75.218	72.984	71.124	70.670	-10.1%	-0.6%	
Crédits à l'habitat	4 341.936	4 455.067	4 462.770	4 556.933	4 581.067	4 683.733	4 696.181	4 726.445	4 792.178	4.6%	1.4%	
Autres crédits	2.203	2.149	2.171	2.161	2.141	2.040	2.135	7.262	5.803	171.1%	-20.1%	
<b>Encours sain</b>	<b>6 100.356</b>	<b>6 191.034</b>	<b>6 171.333</b>	<b>6 246.114</b>	<b>6 260.249</b>	<b>6 384.711</b>	<b>6 349.217</b>	<b>6 384.573</b>	<b>6 430.454</b>	<b>2.7%</b>	<b>0.7%</b>	
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	41.899	37.000	16.553	15.523	23.322	25.456	21.485	11.215	23.407	0.4%	108.7%	
Crédits de trésorerie	39.494	32.983	14.165	12.005	21.379	25.240	21.165	11.025	23.279	8.9%	111.2%	
Comptes ordinaires débiteurs	2.405	4.017	2.388	3.518	1.943	0.216	0.320	0.191	0.128	n.s	-32.8%	
Crédits d'investissement	1 610.588	1 734.945	1 775.301	1 791.271	1 765.517	1 848.027	1 705.999	1 739.124	1 696.572	-3.9%	-2.4%	
Crédits à l'équipement	1 610.588	1 734.945	1 775.301	1 790.996	1 765.253	1 847.268	1 705.276	1 739.106	1 695.069	-4.0%	-2.5%	
Crédits à l'habitat	0.094	0.089	1.589	1.500	1.500	1.500	1.435	1.435	1.435	-4.3%	-	
Autres crédits	2.905	2.460	5.015	5.443	6.076	7.384	6.935	6.724	5.072	-16.5%	-24.6%	
<b>Encours sain</b>	<b>1 655.486</b>	<b>1 774.494</b>	<b>1 798.458</b>	<b>1 813.737</b>	<b>1 796.415</b>	<b>1 882.367</b>	<b>1 735.854</b>	<b>1 758.498</b>	<b>1 726.486</b>	<b>-3.9%</b>	<b>-1.8%</b>	
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>408.955</b>	<b>480.306</b>	<b>440.210</b>	<b>491.616</b>	<b>445.604</b>	<b>467.985</b>	<b>467.608</b>	<b>443.346</b>	<b>446.672</b>	<b>0.2%</b>	<b>0.8%</b>	
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>15 644.490</b>	<b>16 174.381</b>	<b>16 018.361</b>	<b>15 949.101</b>	<b>15 814.386</b>	<b>16 154.655</b>	<b>15 893.721</b>	<b>15 972.184</b>	<b>16 020.320</b>	<b>1.3%</b>	<b>0.3%</b>	
Créances douteuses brutes	667.197	705.406	677.015	791.223	856.009	880.160	953.450	968.553	985.952	15.2%	1.8%	
Créances douteuses nettes	287.015	321.741	272.117	308.849	361.047	364.353	385.226	400.818	390.149	8.1%	-2.7%	
(dt) Entreprises	157.610	196.115	173.648	195.560	236.441	344.344	355.776	285.813	287.938	21.8%	0.7%	
(dt) Ménages	99.558	74.750	87.777	104.343	114.347	115.542	121.491	117.846	107.894	-5.6%	-8.4%	
Provisions	380.182	383.665	404.898	482.374	494.962	515.807	568.224	567.735	595.802	20.4%	4.9%	
<b>Encours brut total</b>	<b>16 311.687</b>	<b>16 879.787</b>	<b>16 695.376</b>	<b>16 740.324</b>	<b>16 670.395</b>	<b>17 034.815</b>	<b>16 847.171</b>	<b>16 940.737</b>	<b>17 006.272</b>	<b>2.0%</b>	<b>0.4%</b>	
Taux de créances douteuses	4.1%	4.2%	4.1%	4.7%	5.1%	5.2%	5.7%	5.7%	5.8%	0.7 pt	0.1 pt	
Taux de provisionnement	57.0%	54.4%	59.8%	61.0%	57.8%	58.6%	59.6%	58.6%	60.4%	2.6 pt	1.8 pt	

**Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.**



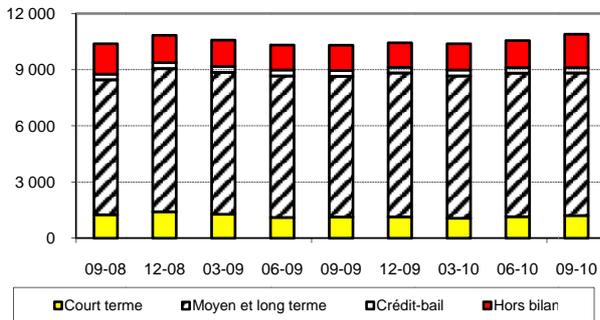
**Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.**



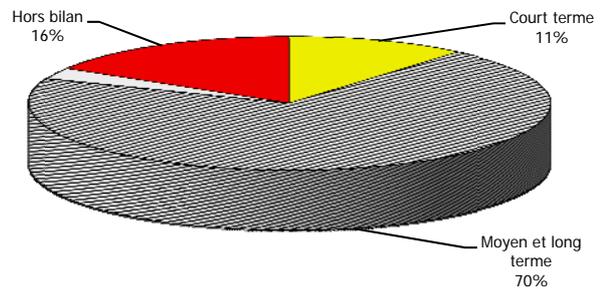
## 5. Risques sectoriels

### Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

Risques en millions d'€

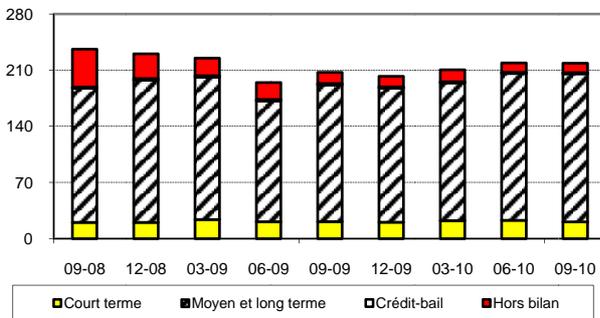


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010

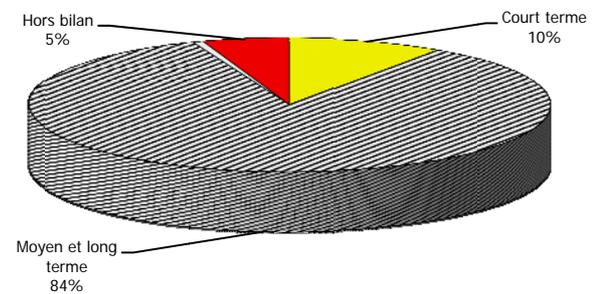


### Risques bancaires sur le secteur agricole

Risques en millions d'€

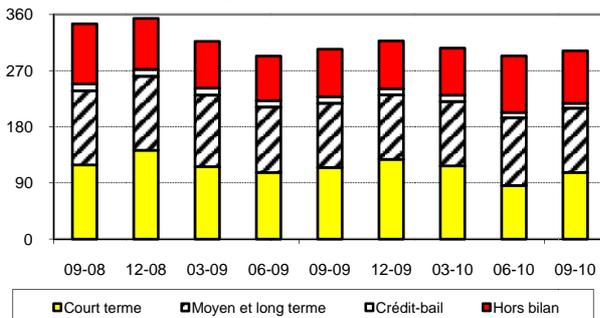


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010

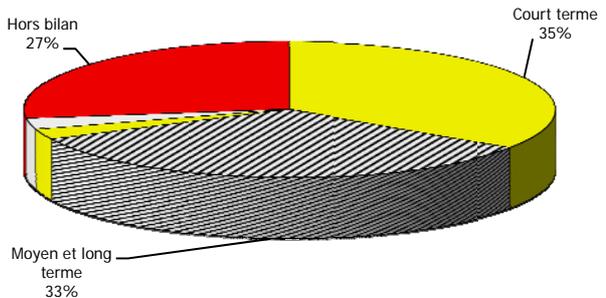


### Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière

Risques en millions d'€

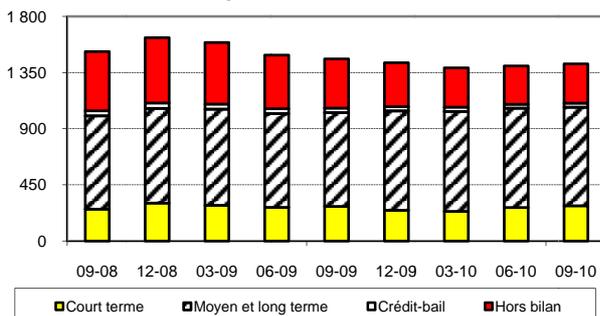


Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010

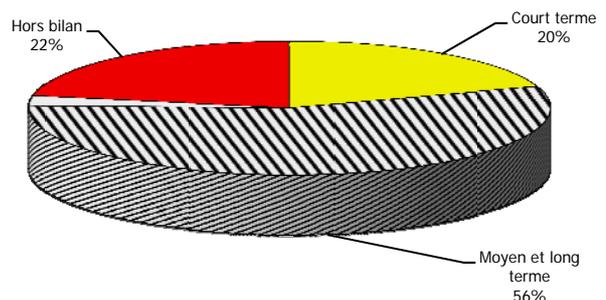


### Risques bancaires sur le secteur de la construction

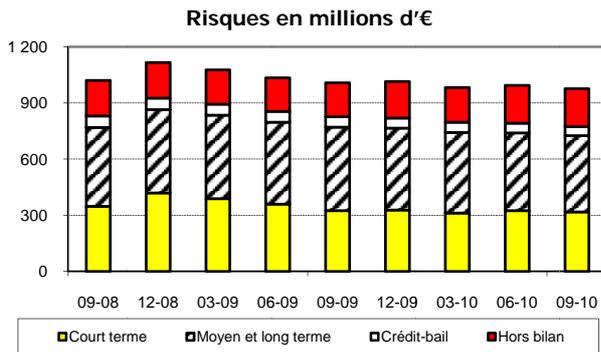
Risques en millions d'€



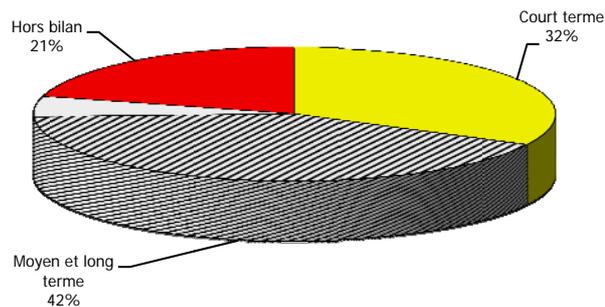
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010



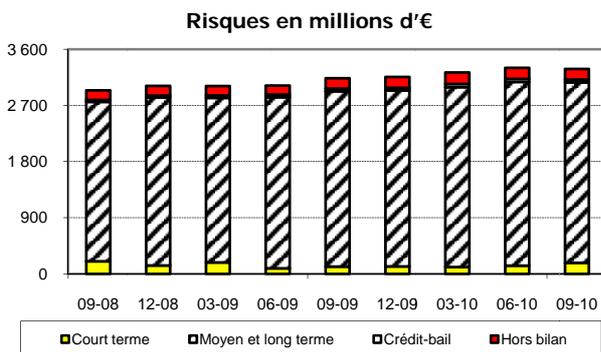
## Risques bancaires sur le secteur du commerce



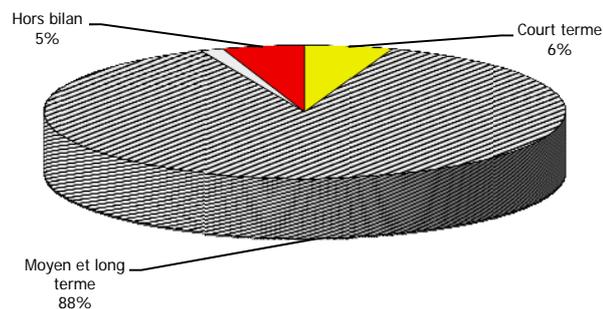
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010



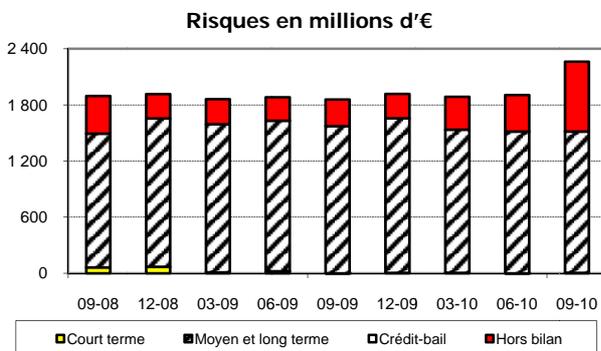
## Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières



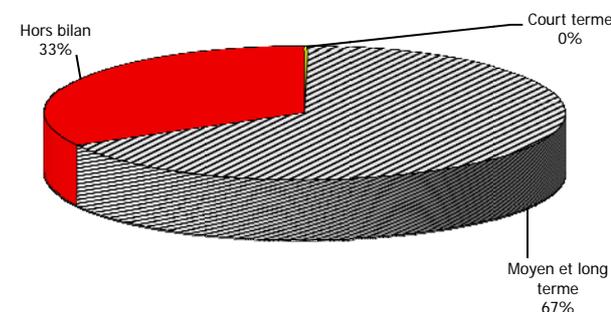
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010



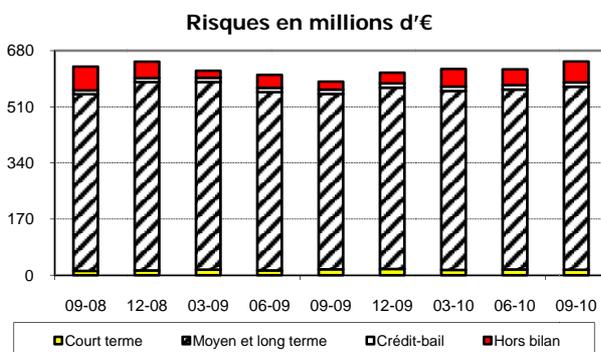
## Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques



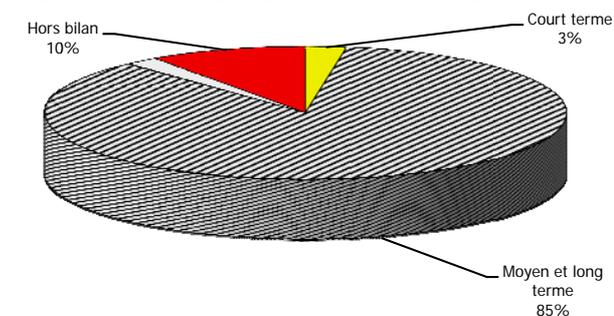
Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010



## Risques bancaires sur le secteur de la santé et de l'action sociale



Répartition des risques par secteur à fin septembre 2010



## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

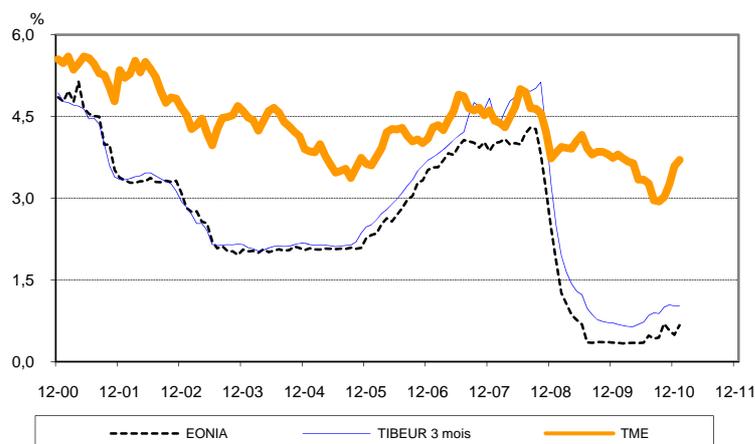
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1.00%
Taux de la facilité de dépôt (13/05/2009)	0.25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1.75%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/08/2009)		
Livret A et bleu	Liv. développement	LEP
2.00%	2.00%	2.50%
Plan Epargne Logement *	Cpte Epargne Logement *	
2.50%	1.25%	

\* Hors prime d'état

Taux d'intérêt légal	
Année 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
Année 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%

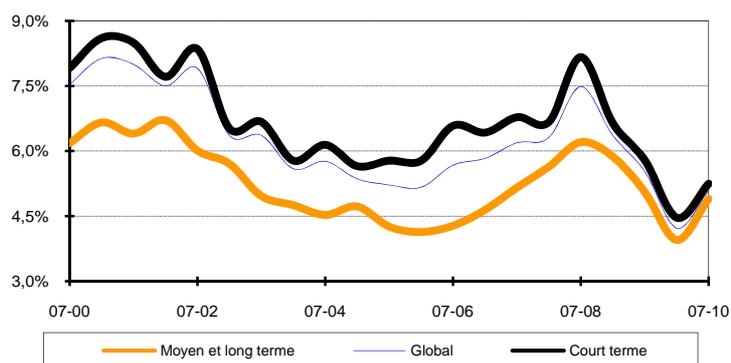
### 6.2 Principaux taux de marché



Principaux taux d'intérêt de marché					
	Eonia	Tibeur 3 mois	Tibeur 6 mois	Tibeur 12 mois	TME
janv-11	0.667%	1.042%	1.254%	1.550%	3.500%

### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	juil-09	janv-10	juil-10
Court terme	5.79%	4.46%	5.25%
Escompte	4.22%	4.28%	3.08%
Découvert	9.48%	6.11%	8.61%
Autres CT	3.46%	2.79%	3.51%
Moyen et long terme	5.06%	3.95%	4.90%
Taux moyen pondéré global	5.53%	4.22%	5.08%



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		juil-09	oct-09	janv-10	avr-10	juil-10	oct-10	janv-11
Particuliers	<b>Prêts immobiliers</b>							
	- Prêts à taux fixe	7.01%	6.72%	6.57%	6.29%	6.09%	5.60%	5.51%
	- Prêts à taux variable	7.03%	6.12%	5.92%	5.72%	5.35%	5.05%	4.96%
	- Prêts relais	7.03%	6.59%	6.40%	6.25%	5.96%	6.27%	5.88%
	<b>Autres prêts</b>							
	- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21.59%	21.40%	21.45%	21.63%	21.15%	21.32%	21.31%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9.43%	9.20%	8.88%	8.85%	8.61%	8.15%	7.77%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	20.63%	20.20%	19.71%	19.45%	19.27%	19.32%	19.67%	
Prof.	- Découverts en compte (**)	13.45%	13.16%	13.21%	13.33%	13.39%	13.59%	13.77%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

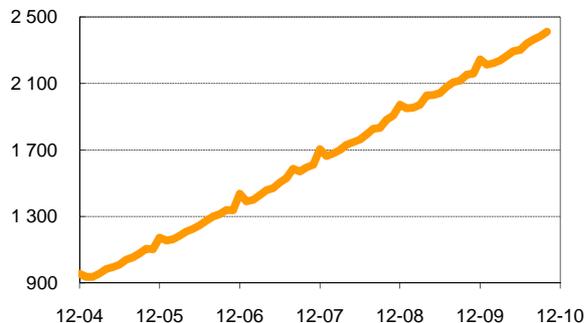
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 7. Monnaie fiduciaire

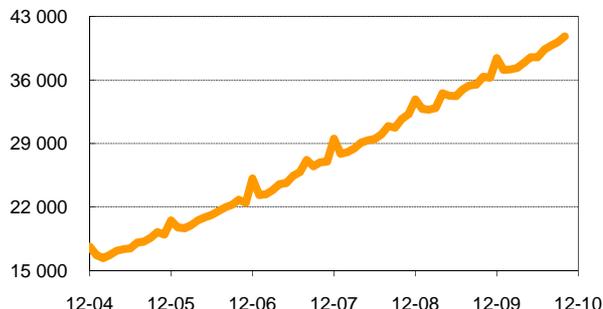
### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (à fin octobre 2010)

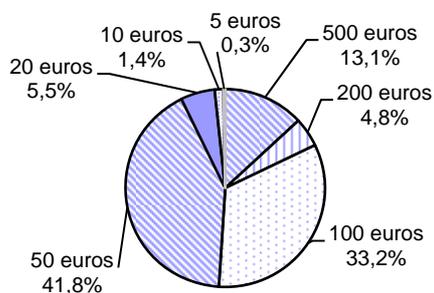
en valeur (en millions d'€)



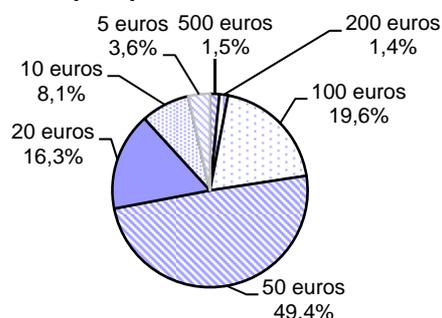
en volume (en milliers d'unités)



#### Répartition en valeur à fin octobre 2010



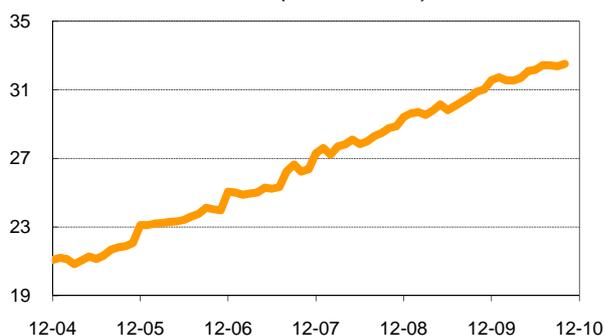
#### Répartition par quantité à fin octobre 2010



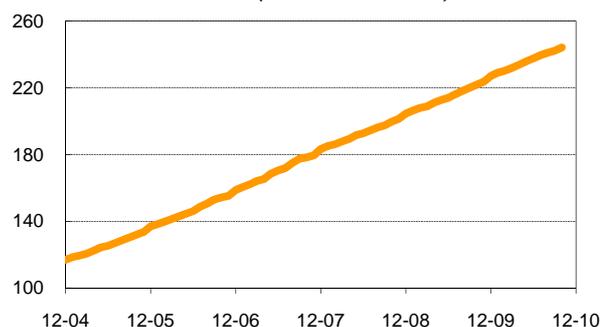
### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (à fin octobre 2010)

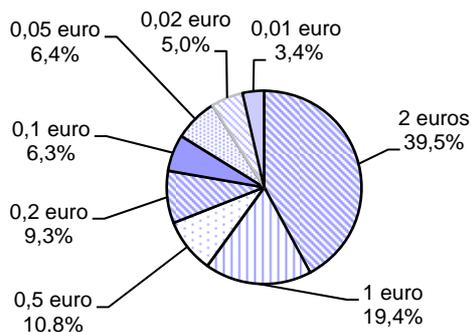
en valeur (en millions d'€)



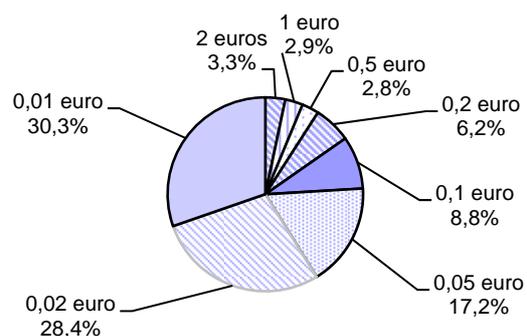
en volume (en millions d'unités)



#### Répartition en valeur à fin octobre 2010



#### Répartition par quantité à fin octobre 2010



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis**  
**Réunion**

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32  
Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : A. BELLAMY-BROWN  
Editeur : IEDOM  
Dépôt légal N° 145 – février 2011